



PARTAGER LA RICHESSE AVEC CELLES ET CEUX QUI LA CRÉENT

Pour mettre un terme à la crise des inégalités, il est indispensable de construire l'économie autour des citoyen-ne-s ordinaires, et non des riches et des puissant-e-s.

Le nombre de milliardaires a connu l'année dernière sa plus forte hausse de l'histoire, avec un nouveau milliardaire tous les deux jours. Leur richesse a augmenté de 762 milliards de dollars en douze mois. Ce boom incroyable équivaut à sept fois le montant qui permettrait de mettre fin à la pauvreté extrême dans le monde. 82 % des richesses créées dans le monde l'année dernière ont bénéficié aux 1 % les plus riches, alors que la situation n'a pas évolué pour les 50 % les plus pauvres.

Les travailleuses et travailleurs pauvres s'échinent sur des tâches dangereuses et mal rémunérées pour alimenter l'extrême richesse d'une minorité. Les femmes occupent les postes les plus difficiles tandis que la quasi-totalité des grandes fortunes sont entre les mains d'hommes. Les États doivent créer une société plus équitable en privilégiant la main-d'œuvre ordinaire et les petits producteurs et petites productrices de denrées alimentaires, et non les riches et les puissant-e-s.

Ce rapport est dédié aux femmes et aux hommes qui luttent contre les inégalités et les injustices, s'exposant souvent à des risques de taille, face à une répression croissante dans la plupart des pays du monde.

© Oxfam International, janvier 2018

Ce document a été rédigé par Diego Alejo Vázquez Pimentel, Iñigo Macías Aymar et Max Lawson. Oxfam tient à remercier Deborah Hardoon, Alex Maitland, Nick Bryer, Milena Dovali, Erinch Sahan, Franziska Mager, Rowan Harvey, Francesca Rhodes, Diana Sarosi et Helen Bunting pour leur participation. Les auteurs remercient un panel d'experts pour leur généreuse contribution : Christoph Lakner, Branko Milanovic, Brina Seidel, Jason Hickel, Danny Dorling, Jessica Woodroffe, Abigail Hunt, Alison Tate, Gemma Freedman, Maura Leary, Kate Pickett, Isabel Ortiz, Mike Savage, Gabriel Zucman, Jonathan Ostry, Lucas Chancel, Patrick Belser, Ana Ines Abelenda, Paul Segal et Chris Hoy. Ce document fait partie d'une série de textes écrits pour informer et contribuer au débat public sur des problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires.

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter : advocacy@oxfaminternational.org.

Ce document est soumis aux droits d'auteur mais peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Courriel : policyandpractice@oxfam.org.uk.

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

Publié par Oxfam Grande-Bretagne pour Oxfam International sous le numéro ISBN 978-1-78748-142-8 en janvier 2018.

DOI : 10.21201/2017.1350

Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, UK.

Photo de couverture : De jeunes ouvrières dans une usine de confection au Bangladesh. Photo : Jonathan Silvers/Saybrook Productions.

Traduction et relecture : eXceLingua, Barbara Scottu

OXFAM

Oxfam est une confédération internationale de 20 organisations qui, dans le cadre d'un mouvement mondial pour le changement, travaillent en réseau dans plus de 90 pays à la construction d'un avenir libéré de l'injustice qu'est la pauvreté. Pour de plus amples informations, veuillez contacter les différents affiliés ou visiter www.oxfam.org

Oxfam Amérique (www.oxfamamerica.org)	Oxfam Inde (www.oxfamindia.org),
Oxfam Australie (www.oxfam.org.au)	Oxfam Intermón (Espagne) (www.oxfamintermon.org)
Oxfam-en-Belgique (www.oxfamsol.be)	Oxfam Irlande (www.oxfamireland.org)
Oxfam Brésil (www.oxfam.org.br)	Oxfam Italie (www.oxfamitalia.org)
Oxfam Canada (www.oxfam.ca)	Oxfam Japon (www.oxfam.jp)
Oxfam France (www.oxfamfrance.org)	Oxfam Mexique (www.oxfammexico.org)
Oxfam Allemagne (www.oxfam.de)	Oxfam Nouvelle-Zélande (www.oxfam.org.nz)
Oxfam Grande-Bretagne (www.oxfam.org.uk)	Oxfam Novib (Pays-Bas) (www.oxfamnovib.nl)
Oxfam Hong Kong (www.oxfam.org.hk)	Oxfam Québec (www.oxfam.qc.ca)
Oxfam IBIS (Danemark) (http://oxfamibis.dk/)	Oxfam Afrique du Sud (www.oxfam.org.za)

AVANT-PROPOS

La campagne et l'appel à action d'Oxfam sont très opportuns, car la crise des inégalités est bien réelle. Comme le souligne le rapport, les inégalités de revenus se sont intensifiées dans de nombreux pays et la part de la rémunération du travail dans le PIB a diminué car les bénéficiaires ont augmenté plus rapidement que les salaires. Alors que la part des revenus des 1 % les plus riches a considérablement augmenté, beaucoup d'autres n'ont pas récolté les fruits de la croissance économique. Même dans les pays émergents connaissant une croissance économique rapide, une grande partie de la main-d'œuvre, dont une part disproportionnée de femmes, est engluée dans des salaires de misère ou des revenus bas.

L'étude menée dans le cadre de ce rapport Oxfam confirme qu'une majorité de personnes souhaite vivre dans des sociétés nettement plus égalitaires. Faisant écho à ces préoccupations, la réduction des inégalités n'a pas tardé à figurer en bonne place dans l'agenda des dirigeants mondiaux et des institutions internationales. Cela se reflète surtout dans les Objectifs de développement durable de l'agenda des Nations unies à l'horizon 2030, avec l'objectif n° 10 appelant à « réduire les inégalités au sein et entre les pays » et l'objectif n° 8 qui prône une économie inclusive, ainsi que le plein emploi productif et un travail décent pour tous. Je ne saurais être plus en accord avec ce rapport d'Oxfam sur le fait que des « emplois décents accompagnés de salaires décents sont indispensables pour créer des sociétés plus justes » et que « des emplois décents et bien rémunérés » sont incontournables pour réduire les inégalités.

– Guy Ryder, Directeur général de l'Organisation internationale du travail (OIT)

MESSAGES DE SOUTIEN

Aucun groupe au monde n'a contribué plus qu'Oxfam à mettre en lumière la coexistence de l'extrême richesse et de l'extrême pauvreté ainsi que les mesures nécessaires pour évoluer en direction de la justice sociale, en réduisant les inégalités de revenus et de richesse. Le monde entier s'est engagé en faveur des Objectifs de développement durable, avec l'ODD n° 10 appelant les nations à « réduire les inégalités au sein et entre les pays ». Le nouveau rapport d'Oxfam constitue une lecture indispensable pour remplir l'ODD n°10 et déborde d'idées et d'approches innovantes. Il attirera sans doute l'attention et suscitera la controverse, comme cela devrait être le cas pour un tel sujet. Les plus fortunés reprochent souvent à Oxfam et à d'autres organisations d'alimenter la lutte des classes, mais en réalité dans de nombreuses sociétés, telles que la mienne, aux États-Unis, la plupart des grandes fortunes ont en fait déclaré la guerre aux personnes pauvres. Il faut urgemment retrouver un équilibre, défendre les droits des pauvres et rétablir des sociétés justes qui répondent aux besoins de toutes et de tous conformément aux objectifs mondiaux convenus.

– Jeffrey D. Sachs, professeur à l'Université de Columbia, directeur du réseau des solutions pour le développement durable des Nations unies, New York

La recette pour réduire les inégalités des familles qui travaillent et garantir un travail décent est simple : un salaire minimum pour répondre aux besoins fondamentaux, une protection sociale et le respect des droits humains et du droit du travail par les entreprises. La liberté d'association et le droit aux négociations collectives sont des vecteurs essentiels. Les travailleuses et les travailleurs ont besoin de pouvoir s'exprimer collectivement pour faire entendre leur voix. Les États doivent agir. Les entreprises doivent prendre leurs responsabilités. Oxfam dit vrai : l'économie mondiale risque de chanceler avec un trop grand nombre de milliardaires. Seule une économie construite autour de celles et ceux qui travaillent, et non des riches propriétaires, mettra fin à la crise des inégalités.

– Sharan Burrow, Secrétaire générale, Confédération syndicale internationale

Du fait des inégalités fortes et croissantes au sein des pays, les 1 % les plus riches dans le monde se sont accaparé plus de deux fois plus de croissance que les 50 % les plus pauvres depuis 1980. Les richesses atteignent des niveaux vertigineux en haut de la pyramide et s'y enracinent. L'étude d'Oxfam, qui décrit ces tendances inquiétantes, est une lecture indispensable. Il est vraiment temps de récompenser le travail, pas la fortune.

– Gabriel Zucman, Université de Californie, Berkeley

Ce rapport confirme ce que les travailleuses et les travailleurs savent pertinemment depuis de nombreuses années : la majorité des retombées proclamées de la mondialisation est réservée à une élite mondiale qui se considère intouchable. Les mythes entourant le modèle actuel de la mondialisation s'écroulent comme un château de cartes et entraînent dans leur chute la crédibilité des partisan-e-s de ce modèle et la confiance dans les institutions politiques. L'évasion fiscale éhontée des entreprises, la privatisation, les coupes dans les services et des décennies de plafonnement des salaires n'ont rien d'accidentel. Une action urgente et radicale est requise pour financer des services publics universels, garantir un travail décent et redistribuer les richesses. À défaut, nous nous exposons à une montée en puissance du populisme, du racisme et de la culture de la peur infusée par l'extrême droite. Nous sommes prévenu-e-s.

– Rosa Pavanelli, Secrétaire générale, Internationale des services publics (ISP)

« Partager la richesse avec celles et ceux qui la créent » souligne à quel point les travailleuses et les travailleurs ont plus que jamais besoin des syndicats et du droit aux négociations collectives. Les travailleuses et travailleurs ont besoin de salaires leur permettant de vivre dignement. Hélas, une avidité non régulée des multinationales exacerbe les inégalités et l'insécurité. Une intensification des négociations collectives rééquilibrerait l'économie mondiale afin qu'elle soit au service de tous, et pas seulement des 1 % les mieux lotis. Il est temps pour les États d'agir.

– Frances O'Grady, Secrétaire générale, Trades Union Congress (TUC), Royaume-Uni

Oxfam a changé la manière dont le monde conçoit les inégalités. À Davos, les discours doivent désormais céder la place à l'action pour créer le monde plus égalitaire revendiqué par des millions de personnes.

– Danny Dorling, Université d'Oxford

Oxfam continue de publier des recherches remarquables sur la crise des inégalités dans le monde. Son message est clair : notre économie sert les intérêts des 1 % les plus riches. Pour remédier à l'instabilité et aux multiples fractures dans le monde, il faut changer de cap et ce, rapidement.

– Jason Hickel, Goldsmiths, Université de Londres

RÉSUMÉ

Le dividende annuel versé par la société mère de la chaîne de magasins de vêtements Zara à Amancio Ortega (la quatrième plus grande fortune privée au monde) s'élève à environ 1,3 milliard d'euros¹. Stefan Persson, dont le père a fondé H&M², se place au 43^e rang du classement Forbes des personnes les plus riches du monde et a récolté l'année dernière un dividende de 658 millions d'euros³.

Au Bangladesh, Anju coud des vêtements destinés à l'exportation. Elle travaille souvent 12 heures par jour, jusque tard dans la nuit. Elle doit souvent sauter des repas par manque d'argent. Elle gagne un peu plus de 900 dollars par an⁴.

Le nombre de milliardaires a connu l'année dernière sa plus forte hausse de l'histoire, avec un nouveau milliardaire tous les deux jours. On dénombre actuellement 2 043 milliardaires en dollars dans le monde. Neuf sur dix sont des hommes⁵. Les milliardaires se sont en outre considérablement enrichis, à hauteur de plus de sept fois le montant qui permettrait de mettre fin à la pauvreté extrême dans le monde. 82 % de la croissance des richesses créées dans le monde l'année dernière ont bénéficié aux 1 % les plus riches, alors que la situation n'a pas évolué pour les 50 % les plus pauvres⁶.

Il est essentiel d'offrir des conditions de travail et des salaires décents à la main-d'œuvre à travers le monde pour mettre fin à la crise actuelle des inégalités. Partout dans le monde, notre économie au service des 1 % est construite à la sueur de travailleuses et de travailleurs faiblement rémunéré-e-s, souvent des femmes qui reçoivent des salaires de misère et voient leurs droits fondamentaux bafoués. C'est notamment le cas de Fatima, au Bangladesh, qui travaille dans la confection de vêtements destinés à l'exportation. Elle subit régulièrement un mauvais traitement si elle ne parvient pas à atteindre les objectifs et tombe malade car il lui est interdit de se rendre aux toilettes⁷. Mais aussi de Dolores, qui travaillait dans une usine de transformation de volailles aux États-Unis et souffre d'une invalidité permanente qui ne lui permet plus de tenir la main de ses enfants⁸. Ou encore de Myint, femme de ménage immigrée travaillant dans un hôtel en Thaïlande⁹, victime de harcèlement sexuel par des clients de l'hôtel, mais incitée à accepter la situation au risque de perdre son emploi.

Le présent document confronte l'extrême richesse croissante d'une élite à la situation de celles et ceux qui travaillent, mais vivent dans la pauvreté. Il explore les raisons de ces écarts et formule des recommandations pour les corriger.

PLACE AUX ACTES : OFFRONS AUX POPULATIONS LE MONDE PLUS ÉGALITAIRE QU'ELLES RÉCLAMENT

De nos jours, rares sont les responsables politiques ou les chef-fe-s d'entreprise à ne pas se déclarer préoccupé-e-s par les inégalités. Mais plus que les discours, ce sont les actes qui importent. Dans ce domaine hélas, la plupart de nos responsables sont loin du compte. En effet, nombre de ces

« Lorsque je suis tombée enceinte, la direction m'a transférée dans l'entrepôt. Il y avait plein de boîtes de chaussures, que je devais étiqueter. Avec dedans de très belles chaussures idéales pour mon fils. J'aimerais les voir à ses pieds un jour, mais c'est impossible. Je sais qu'il en voudrait, je suis triste pour lui. Ce sont des chaussures vraiment belles. Mais mon salaire mensuel ne couvre même pas le prix d'une paire. »

– Lan, couturière, Vietnam

responsables promeuvent activement des politiques qui aggravent les inégalités. Donald Trump a été élu sur la promesse d'aider les citoyen-ne-s ordinaires, mais il a nommé des milliardaires aux différents ministères et fait tout pour réduire considérablement la fiscalité des 1 % les plus riches¹⁰. Au Nigeria, le président Buhari a déclaré que les inégalités exacerbaient la colère et la frustration¹¹, mais les revenus de l'exploitation pétrolière sont détournés par milliards, les inégalités continuent de croître et 10 millions d'enfants sont toujours déscolarisés au Nigeria¹². Oxfam et Development Finance International ont compilé un indice détaillé de 152 actions gouvernementales axées sur la réduction des inégalités. Pour la plupart, ces mesures sont très insuffisantes et échouent honteusement à combler les lacunes¹³.

Encadré 1 : Envie d'un monde plus équitable¹⁴

Pour la réalisation du présent document, Oxfam a interrogé plus de 70 000 personnes dans 10 pays, représentatives d'un quart de la population mondiale :

- Plus de trois quarts des personnes sondées se déclarent d'accord ou tout à fait d'accord avec l'affirmation selon laquelle le fossé entre les riches et les pauvres dans leur pays est trop grand (de 58 % aux Pays-Bas à 92 % au Nigeria).
- Près de deux tiers des répondant-e-s dans les 10 pays considèrent qu'il faut combler rapidement ou de toute urgence le fossé entre les riches et les pauvres.
- 60 % des répondant-e-s se déclarent d'accord ou tout à fait d'accord qu'il incombe à l'État de combler le fossé entre les riches et les pauvres. En Afrique du Sud, 69 % des répondant-e-s se déclarent d'accord ou tout à fait d'accord.
- 75% des répondant-e-s se disent favorables à une réduction des inégalités de revenus dans leur pays. En fait, plus de la moitié des personnes interrogées souhaitaient que les inégalités de revenus dans leur pays soient même inférieures à celles observées n'importe où dans le monde.

METTRE UN FREIN AUX INÉGALITÉS, PAS À LA DÉMOCRATIE

Dans beaucoup de pays où Oxfam intervient, l'espace d'expression des citoyen-ne-s est amoindri et la liberté d'expression supprimée. CIVICUS, une alliance dédiée au renforcement de l'expression des citoyen-ne-s, a constaté que les libertés civiques étaient actuellement menacées dans plus de 100 pays¹⁵.

« Pour ma génération, il est inconcevable de revenir à l'époque d'avant la révolution. Ce fut comme une révélation. Alors que nous sommes opprimés, nous nous réorganisons et nous nous structurons pour combattre l'injustice et les inégalités économiques. »

– **Ghouson Tawfik, plateforme pour la justice sociale, Égypte**

Comme l'a déclaré Louis D. Brandeis, ancien juge de la Cour suprême aux États-Unis, « nous pouvons établir la démocratie dans ce pays ou alors concentrer les grandes richesses aux mains de quelques-uns, mais pas les deux à la fois. »¹⁶ Nos responsables le savent, mais plutôt que d'agir pour réduire les inégalités et lutter contre la concentration des richesses, ils préfèrent porter atteinte à la démocratie et étouffer les voix qui s'élèvent pour réclamer une société plus juste.

« Nous pouvons établir la démocratie dans ce pays ou alors concentrer les grandes richesses aux mains de quelques-uns, mais pas les deux à la fois. »

– **Louis D. Brandeis, ancien juge de la Cour suprême, États-Unis**

Encadré 2 : Une aubaine pour les milliardaires¹⁷

Face à cette inaction, la crise des inégalités continue d'empirer, les profits de la croissance économique continuant de se concentrer dans les mains d'une minorité.

- Le nombre de milliardaires a connu l'année dernière sa plus forte hausse de l'histoire, avec un nouveau milliardaire tous les deux jours. On dénombre actuellement 2 043 milliardaires en dollars dans le monde. Neuf sur dix sont des hommes¹⁸.
- En 12 mois, les richesses de ce groupe d'élite ont augmenté de 762 milliards de dollars, soit plus de sept fois le montant qui permettrait de mettre fin à la pauvreté extrême dans le monde¹⁹.
- Au cours des dix dernières années, les travailleurs et travailleuses ordinaires ont vu leurs revenus augmenter de 2 % en moyenne par an²⁰, tandis que la fortune des milliardaires a elle augmenté de 12 % par an, presque six fois plus vite²¹.
- 82 % de la croissance des richesses créées dans le monde l'année dernière ont profité aux 1 % les plus riches, alors que la situation n'a pas évolué pour les 50 % les plus pauvres²².
- Alors que les milliardaires ont vu leur fortune augmenter en une année de 762 milliards de dollars, les femmes ont réalisé l'équivalent de 10 000 milliards de dollars de travail de soin non rémunéré en soutien à l'économie globale²³.
- D'après les nouvelles données du Credit Suisse, 42 personnes détiennent à elles seules autant que les 3,7 milliards de personnes les plus pauvres, et la statistique de l'année dernière a été révisée de 8 à 61 personnes possédant à elles seules autant de richesses que les 50 % les plus pauvres²⁴.
- Les 1 % les plus riches continuent de posséder plus de richesses que le reste de l'humanité²⁵.

On retrouve le même schéma dans de nombreux pays du monde. En 2017, les recherches menées par Oxfam et d'autres ont démontré ce qui suit :

- Au Nigeria, l'homme le plus riche du pays touche assez d'intérêts sur sa fortune sur une année pour extraire deux millions de personnes de l'extrême pauvreté. Malgré près d'une décennie de croissance économique soutenue au Nigeria, la pauvreté s'est intensifiée sur la même période²⁶.
- En Indonésie²⁷, les quatre hommes les plus riches possèdent davantage que les 100 millions d'Indonésiennes et d'Indonésiens les plus pauvres.
- Les trois personnes les plus riches aux États-Unis possèdent autant que la moitié la moins bien lotie de la population américaine (quelque 160 millions de personnes)²⁸.
- Au Brésil, une personne rémunérée au salaire minimum devrait travailler 19 ans pour gagner ce que les 0,1 % les plus riches de la population gagnent en un mois²⁹.

Une extrême richesse qui n'est pas « gagnée »

La justification économique la plus répandue pour les inégalités est qu'elles inciteraient à l'innovation et à l'investissement. Les milliardaires seraient, nous dit-on, l'illustration ultime des fruits du talent, du travail acharné et de l'innovation, et cela profiterait à nous toutes et tous³⁰.

« Les inégalités s'intensifient de jour en jour. La main-d'œuvre est frustrée, car les salaires ne correspondent pas au coût de la vie. Le fossé entre les riches et les pauvres se creuse, ce qui restreint les perspectives de prospérité. »

– Tariq Mobeen Chaudray, Center for Finance for Development, Indus Consortium, Pakistan

Il apparaît toutefois de plus en plus clairement³¹ que les niveaux actuels d'inégalités extrêmes dépassent de loin ce que le talent, le travail et la prise de risque peuvent justifier. Les grandes fortunes sont bien plus souvent le produit d'un héritage, d'un monopole ou de relations de connivence avec les gouvernements.

Environ un tiers de la fortune des milliardaires provient d'héritages. Au cours des 20 prochaines années, 500 personnes parmi les plus riches au monde transmettront plus de 2 400 milliards de dollars à leurs héritiers, soit plus que le PIB de l'Inde, un pays qui compte 1,3 milliard d'habitants³².

Les monopoles assurent des rendements excessifs aux propriétaires et aux actionnaires aux dépens du reste de l'économie. La capacité des monopoles à générer des richesses extrêmes est illustrée par la fortune de Carlos Slim, le sixième homme le plus riche au monde. Il doit sa fortune au monopole quasi total qu'il est parvenu à établir au niveau des services de communication pour les lignes fixes, la téléphonie mobile et l'Internet haut débit au Mexique. L'OCDE a démontré l'impact très négatif de ce monopole sur les consommateurs et l'économie³³.

Le pouvoir monopolistique est décuplé par la connivence et la capacité des intérêts privés et puissants à manipuler les politiques publiques pour enraceriner les monopoles existants et en créer de nouveaux. Des intérêts privés s'appuyant sur de bonnes relations peuvent s'enrichir aux dépens de l'intérêt public par le biais de privatisations, de ressources naturelles cédées à des coûts inférieurs à leur juste valeur, de marchés publics corrompus ou d'exemptions fiscales et autres échappatoires fiscales.

Au total, Oxfam a déterminé qu'environ les deux tiers de la fortune des milliardaires est le produit d'héritages, de monopoles et de situations de connivence³⁴. D'après l'étude menée par Oxfam dans 10 pays, plus de la moitié des répondant-e-s estiment qu'il est difficile, voire impossible pour les citoyen-ne-s ordinaires de gagner plus d'argent même en s'échinant au travail.

Les retombées économiques se concentrent de plus en plus aux mains d'une élite. Alors que des millions de travailleuses et travailleurs ordinaires doivent se contenter de salaires de misère, les retombées pour les actionnaires et hauts dirigeants ont grimpé en flèche³⁵. En Afrique du Sud, les 10 % en haut de la pyramide se partagent la moitié des revenus salariaux, tandis que les 50 % les plus pauvres de la main-d'œuvre se partagent 12 % de tous les salaires³⁶. En un peu plus d'une journée de travail, un PDG aux États-Unis gagne autant qu'une travailleuse ou un travailleur ordinaire en un an³⁷. Les hommes sont toujours majoritaires parmi les personnes les mieux rémunérées³⁸. En moyenne, un PDG de l'une des cinq plus grandes entreprises du secteur de la confection gagne en un peu plus de quatre jours ce qu'une ouvrière bangladaise ordinaire gagne pendant toute sa vie active³⁹.

Très souvent, des sommes toujours plus importantes sont reversées aux actionnaires fortunés, exerçant une pression constante sur la main-d'œuvre.

La revalorisation des salaires des 2,5 millions d'ouvrières et d'ouvriers de la confection vietnamien-ne-s d'un niveau moyen à un niveau décent coûterait 2,2 milliards de dollars chaque année. Cela équivaut à un tiers des sommes versées aux actionnaires par les cinq plus grandes entreprises du secteur de la confection⁴⁰.

La fortune des plus riches est souvent optimisée par des pratiques d'évasion fiscale (par des personnes fortunées et les entreprises qu'elles possèdent ou dont elles sont actionnaires). En s'appuyant sur un réseau mondial de paradis fiscaux et tel que révélé dans les Panama Papers et les Paradise Papers, les grandes fortunes dissimulent au moins 7 600 milliards de dollars aux autorités fiscales⁴¹. Une nouvelle étude menée par l'économiste Gabriel Zucman dans le cadre du présent document a révélé que le montant de l'évasion fiscale des 1 % les plus riches atteint 200 milliards de dollars⁴². Pour les pays en développement, le manque à gagner fiscal auprès des grandes fortunes et des grandes entreprises est d'au moins 170 milliards de dollars chaque année⁴³.

Même les milliardaires qui ont fait fortune sur des marchés concurrentiels y parviennent souvent en tirant sur les salaires et les conditions de travail de la main-d'œuvre, contraignant les pays à s'engager dans un nivellement vers le bas suicidaire sur les salaires, le droit du travail et les exonérations fiscales.

Parallèlement, les enfants les plus pauvres, notamment les filles, sont condamnés à mourir dans la pauvreté, car les perspectives d'avenir sont réservées aux enfants des familles les plus aisées⁴⁴.

« Les rêves naissent et meurent ici »

– Mildred Ngesa de FEMNET (le réseau du développement et de la communication des femmes africaines) au sujet du bidonville de Dandora à Nairobi, à proximité du lieu où elle a grandi.

VUE D'EN BAS

Inégalités et pauvreté

Entre 1990 et 2010, le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté (à savoir avec moins de 1,90 dollar par jour) a été divisé par deux, et continue de décroître depuis⁴⁵. Le monde peut être fier de cette prouesse. Toutefois, si les inégalités n'avaient pas augmenté parallèlement sur la même période, 200 millions de personnes supplémentaires auraient pu sortir de la pauvreté⁴⁶. Ce chiffre pourrait même atteindre 700 millions si les populations pauvres avaient bénéficié de la croissance économique de la même façon que leurs concitoyen-ne-s mieux loti-e-s⁴⁷. Dans une perspective d'avenir, la Banque mondiale a clairement indiqué qu'à moins de combler le fossé entre les riches et les pauvres, nous serons loin d'éradiquer l'extrême pauvreté. Même si l'objectif de réduction de la pauvreté de 3 % était atteint, environ 200 millions de personnes vivraient toujours avec 1,90 dollar par jour en 2030⁴⁸.

Souvent, les personnes qui sortent de l'extrême pauvreté restent néanmoins très pauvres, endettées et peinent à nourrir leur famille. Il en faudrait peu pour que certaines y replongent. Plus de la moitié de la population mondiale vit avec 2 à 10 dollars par jour⁴⁹.

Cela est dû au fait qu'une part infime de l'augmentation des revenus dans le monde a bénéficié à la moitié la plus pauvre de l'humanité au cours des

25 dernières années. Le rapport sur les inégalités dans le monde publié dernièrement par le Laboratoire sur les inégalités mondiales a révélé que les 1 % les plus riches se sont emparés de 27 % de l'augmentation totale des revenus dans le monde entre 1980 et 2016. Dans le même temps, les 50 % les plus pauvres n'ont profité que de 12 % de cette croissance⁵⁰. Pour les 10 % les plus pauvres, le revenu annuel moyen a augmenté de moins de 3 dollars en un quart de siècle. Il s'agit là d'une manière très inefficace pour éradiquer la pauvreté, car seulement 13 cents par dollar d'augmentation des revenus dans le monde reviennent aux 50 % les plus pauvres, contre 42 cents pour les 10 % les plus riches⁵¹. De plus, étant donné les limites environnementales de notre planète, cette approche n'est pas durable : avec un tel niveau d'inégalité, l'économie mondiale devrait être 175 fois plus conséquente pour que chacun touche plus de 5 dollars par jour, ce qui serait catastrophique sur le plan environnemental⁵².

Inégalités économiques et entre les femmes et les hommes

Les inégalités économiques et entre les femmes et les hommes sont étroitement liées. Alors que, dans la plupart des pays, l'écart salarial entre les femmes et les hommes a fait l'objet d'une plus grande attention, les écarts de richesses entre les femmes et les hommes sont généralement encore plus importants. Dans le monde, les hommes possèdent davantage de terres, d'actions et d'autres actifs que les femmes⁵³ ; à travail égal, les hommes gagnent davantage que les femmes, et les hommes sont plus nombreux dans les emplois plus prestigieux et mieux rémunérés. Ce n'est pas un hasard si les femmes sont surreprésentées dans les emplois les moins sûrs et les moins bien rémunérés⁵⁴. Partout dans le monde, les normes sociales, les comportements et les croyances dévaluent le statut et les compétences des femmes, justifient les violences et la discrimination à leur encontre et dictent les emplois qu'elles peuvent ou ne peuvent pas occuper.

Les inégalités entre les femmes et les hommes ne sont ni un hasard, ni une nouveauté : nos économies ont été construites par des hommes riches et puissants pour servir leurs propres intérêts. Le modèle économique néolibéral a aggravé la situation : affaiblissement des services publics, réduction d'impôts pour les plus riches, nivellement par le bas des salaires et du droit du travail sont autant d'écueils qui frappent plus durement les femmes que les hommes.

Notre prospérité économique repose également sur l'immense contribution pourtant non reconnue des femmes assurant le travail de soin non rémunéré. Au Pérou par exemple, ce travail représenterait 20 % du PIB⁵⁵. Les femmes pauvres assurent une plus grande part du travail de soin non rémunéré que les femmes plus riches⁵⁶.

Pour lutter contre les inégalités économiques extrêmes, nous devons mettre un terme aux inégalités entre les femmes et les hommes. De même, pour assurer l'égalité entre les femmes et les hommes, nous devons réduire radicalement les inégalités économiques. Pour y parvenir, intégrer davantage les femmes dans les structures économiques existantes ne suffira pas. Nous devons définir une vision en faveur d'une nouvelle économie centrée sur l'humain, créée de concert par les femmes et les hommes, pour le bien de toutes et tous (et pas d'une élite privilégiée).

Au travail, mais enlisés dans la pauvreté

Les revenus du travail constituent la principale source de revenus pour la plupart des ménages⁵⁷. Ainsi, accroître l'accès à un travail décent stimule l'égalité.

Pour la plupart des personnes les plus pauvres, ces revenus proviennent de la production alimentaire à petite échelle. Pour de nombreuses autres personnes, ils proviennent de salaires. Le présent document traite principalement des travailleuses et des travailleurs rémunéré-e-s à travers le monde. Oxfam publiera une analyse complémentaire sur les petits producteurs et petites productrices de denrées alimentaires plus tard en 2018.

Encadré 3 : Les travailleuses et travailleurs luttent toujours pour survivre⁵⁸

Au Myanmar, Oxfam œuvre auprès des jeunes ouvrières du textile confectionnant des vêtements pour les grands noms de la mode. Elles sont rémunérées 4 dollars par jour, soit deux fois plus que le seuil d'extrême pauvreté. Pour cela, elles travaillent six ou sept jours par semaine, à raison de 11 heures par jour. Malgré tout ce temps passé à l'ouvrage, elles peinent à répondre à leurs besoins élémentaires (nourriture, médicaments) et se retrouvent fréquemment endettées.

Mais de plus en plus, avoir un travail ne rime pas avec la garantie de sortir de la pauvreté. D'après de récentes estimations de l'Organisation internationale du travail (OIT), près d'un tiers de la main-d'œuvre dans les pays émergents et en développement vit dans la pauvreté, et cette part augmente⁵⁹.

L'esclavage moderne est peut-être le visage le plus choquant du marché du travail dans le monde actuel. D'après l'OIT, l'esclavage aurait concerné 40 millions de personnes en 2016, dont 25 millions de personnes réduites au travail forcé. D'après l'OIT, « les personnes en situation de travail forcé produisent une partie de la nourriture que nous mangeons et des vêtements que nous portons, et nettoient les bâtiments dans lesquels nous vivons ou travaillons. »⁶⁰

Près de 43 % des jeunes personnes actives dans le monde sont soit sans emploi, soit employées mais vivant dans la pauvreté⁶¹. Plus de 500 millions de jeunes survivent avec moins de 2 dollars par jour⁶². Dans les pays en développement, 260 millions de jeunes n'ont ni emploi, ni qualification, ni formation⁶³. Cette situation touche une jeune femme sur trois⁶⁴. Bien que les effets de la crise financière varient grandement d'un contexte à l'autre, une constante se retrouve dans tous les cas : les jeunes sont les plus affecté-e-s⁶⁵.

Quatre millions d'enfants sont victimes de travail forcé. D'après les estimations les plus récentes, il y aurait plus de 150 millions d'enfants âgés de 5 à 17 ans engagés dans une forme de travail⁶⁶, soit près d'un sur dix.

Cela a lieu malgré l'ampleur de la croissance économique dans la plupart des pays ces dernières décennies. Tandis que la valeur de ce que produit la main-d'œuvre augmente de façon considérable, les salaires comme les conditions de travail n'ont pas évolué en conséquence. L'OIT a mené une enquête dans 133 pays riches et en développement entre 1995 et 2014 et a découvert que les salaires n'emboîtaient pas le pas de la croissance économique et de la productivité dans 91 d'entre eux⁶⁷.

« Les personnes en situation de travail forcé produisent une partie de la nourriture que nous mangeons et des vêtements que nous portons, et nettoient les bâtiments dans lesquels nous vivons ou travaillons. »

– Organisation internationale du travail

Hélas, de nombreux pays n'ont toujours pas défini de salaire minimum ni entrepris de négociations collectives, et dans la plupart des cas, le salaire minimum est nettement inférieur au seuil requis pour survivre (on parlerait alors de salaire décent)⁶⁸. Oxfam a démontré cela dans le cadre de ses interventions au Maroc, au Kenya, en Indonésie et au Vietnam⁶⁹. Le salaire minimum est également très peu appliqué, et cette mise en application est encore plus rare pour les femmes que pour les hommes.

Précaires, en insécurité et privés de droits

Le travail temporaire et précaire est la norme dans les pays en développement, et s'intensifie dans les nations riches. Les employé-e-s temporaires ont des salaires plus bas, moins de droits et bénéficient d'un accès réduit à la protection sociale. Ces emplois sont le plus souvent occupés par des femmes et des jeunes.

Pour beaucoup, leur travail est dangereux et nuit à leur santé. D'après l'OIT, plus de 2,78 millions de travailleuses et de travailleurs meurent chaque année des suites d'un accident du travail ou de maladies professionnelles, soit 1 personne toutes les 11 secondes⁷⁰.

« Le harcèlement sexuel est monnaie courante dans ce type de travail. Au moins 90 % des employées sont harcelées par des clients ou par les propriétaires. La justice est du côté des entreprises. »

– Eulogia Familia, responsable d'un syndicat du personnel hôtelier en République dominicaine⁷¹

Partout dans le monde, les femmes au travail sont souvent victimes de graves blessures, mettent en péril leur santé ou sont exposées à des violences sexuelles sur leur lieu de travail. Le personnel hôtelier interrogé par Oxfam en République dominicaine, au Canada et en Thaïlande a signalé des cas réguliers d'agressions ou de harcèlement sexuels perpétrés par des clients masculins⁷². Il est également sujet à des problèmes de santé liés à la manipulation de substances chimiques contenues dans les produits de nettoyage. Au Bangladesh, de nombreuses jeunes femmes travaillant dans des usines de confection souffrent d'infections urinaires à répétition parce qu'elles ne sont pas autorisées à se rendre aux toilettes. De même, une étude menée par Oxfam auprès du personnel travaillant dans la transformation des volailles aux États-Unis a révélé qu'une partie de la main-d'œuvre porte des couches, parce qu'elle n'est pas autorisée à se rendre aux toilettes⁷³.

Encadré 4 : Incapables de tenir la main de leurs enfants⁷⁴

Aux États-Unis, Oxfam œuvre aux côtés d'employé-e-s de l'industrie volaillère dans le cadre d'une campagne en faveur d'une amélioration des conditions de travail déplorables qui leur sont imposées. La main-d'œuvre n'est pas autorisée à prendre suffisamment de pauses pour aller aux toilettes, si bien qu'une bonne partie doit porter des couches pour travailler. Dolores, ancienne employée dans une usine de transformation de volailles dans l'Arkansas, témoigne : « C'était totalement dévalorisant. Nous arrivions à 5 heures du matin et travaillions jusqu'à 11 ou 12 heures sans aller aux toilettes. J'avais honte de leur dire que je devais changer ma couche ».

Le travail est également dangereux, avec l'un des taux de blessures les plus élevés tous secteurs confondus. Les microtraumatismes répétés peuvent être si graves qu'après seulement un an sur les lignes de production, certain-e-s employé-e-s ne pouvaient plus déplier leurs doigts, tenir une cuillère ou même tenir correctement la main de leurs enfants.

Les organisations de travailleuses et de travailleurs constituent un contrepoids au pouvoir de l'argent et jouent un rôle essentiel dans la création de sociétés plus égalitaires et démocratiques. Les syndicats contribuent à la revalorisation des salaires et au renforcement de la protection et des droits non seulement de leurs propres membres, mais aussi pour la main-d'œuvre dans toute la société⁷⁵. Malheureusement, le FMI observe une tendance au repli de la syndicalisation à travers le monde depuis 2000⁷⁶. Le FMI associe ce recul à l'intensification des inégalités⁷⁷. Cette tendance est exacerbée par le recours accru à la sous-traitance et aux contrats temporaires à court terme pour saper le droit du travail.

Le nombre de pays où l'on déplore des violences physiques et des menaces à l'encontre des travailleuses et des travailleurs a augmenté de 10 % en seulement un an, selon l'indice CSI des droits dans le monde⁷⁸. Des agressions de syndicalistes ont été enregistrées dans 59 pays⁷⁹. Plus de trois quarts des pays ne reconnaissent pas le droit de grève d'au moins une partie des travailleuses et des travailleurs. Les travailleuses et travailleurs migrant-e-s en Thaïlande, qui représentent un dixième de la main-d'œuvre, n'ont pas le droit de faire grève⁸⁰.

Les pires emplois se trouvent surtout dans le secteur informel de l'économie, qui échappe très largement à toute réglementation. Les femmes et les jeunes y sont surreprésenté-e-s. Cette situation favorise certains des acteurs les plus puissants dans une économie mondialisée. Les multinationales peuvent réduire les coûts en sous-traitant la production auprès de plus petites entreprises qui emploient une main-d'œuvre informelle, paient des salaires inférieurs et offrent des conditions de travail moins sûres. Elles parviennent ainsi à contourner le droit du travail et la législation en matière de protection sociale.

À QUOI CELA EST-IL DÛ ?

Plusieurs facteurs concomitants contribuent à renforcer le pouvoir de négociation des élites tout en amenuisant celui de celles et ceux qui sont tout en bas de l'échelle.

Tout en bas, la main-d'œuvre a vu ses droits érodés et ses syndicats mis à mal, perdant toujours plus de pouvoir de négociation. Les entreprises se consolident de plus en plus et sont soumises à une pression folle pour garantir

Il existe deux moyens importants pour bâtir une économie centrée sur l'humain : la conception d'économies qui soient plus égalitaires dès le départ et l'utilisation de la fiscalité et des dépenses publiques pour redistribuer et créer une plus grande équité.

des rémunérations toujours plus juteuses de leurs riches actionnaires. Ces rémunérations s'effectuent souvent aux dépens de la main-d'œuvre et constituent une incitation forte pour s'adonner à l'évasion fiscale dans des proportions industrielles. Les entreprises exploitent la mobilité de leurs investissements pour contraindre les pays à un nivellement par le bas en matière de fiscalité et de rémunération. La menace de l'automatisation grandissante concentre plus encore le pouvoir entre les mains des riches propriétaires et fait peser une pression croissante sur la main-d'œuvre.

Nous pouvons bâtir une économie centrée sur l'humain pour y remédier

La façon dont l'économie est structurée n'est pas une fatalité. Nous pouvons créer une économie davantage centrée sur l'humain⁸¹ et qui place au premier plan les intérêts de la main-d'œuvre ordinaire et des petits producteurs et petites productrices de denrées alimentaires, plutôt que les personnes qui bénéficient des hauts revenus et détiennent les richesses. Ce type d'économie pourrait mettre fin aux inégalités extrêmes tout en préservant l'avenir de notre planète. Nous devons rejeter l'asservissement dogmatique à l'économie néolibérale et l'influence inacceptable des élites sur nos gouvernements. Il existe deux moyens importants pour y parvenir : la conception d'économies qui soient plus égalitaires dès le départ et l'utilisation de la fiscalité et des dépenses publiques pour redistribuer et créer une plus grande équité.

Réguler, restructurer et refondre notre économie et le fonctionnement des entreprises.

La réglementation est un levier essentiel pour renforcer le pouvoir de négociation de la main-d'œuvre, mettre fin aux paradis fiscaux, démanteler les monopoles et garantir que le secteur financier et les progrès technologiques bénéficient au plus grand nombre. Tant les États que les entreprises peuvent agir pour rendre moralement inacceptables les salaires de misère, l'esclavage et le travail précaire et dangereux.

Cela exigera une coopération mondiale bien plus étendue qu'aujourd'hui. Dans le climat politique actuel, cela sera très difficile à réaliser. Heureusement, les États ont encore une grande marge de manœuvre pour en faire beaucoup au niveau national.

Le commerce et les investissements ont le pouvoir de diffuser très largement les opportunités, les produits, les services et la prospérité. Pourtant, de plus en plus souvent, les décisions sont uniquement prises à travers le prisme de l'optimisation des rémunérations des riches actionnaires. Ce carcan contraint les activités économiques courantes à exacerber les inégalités.

On voit toutefois des entreprises, des mouvements sociaux et des entrepreneurs développer un ensemble de concepts pour tenter de se libérer de ce carcan. Ces concepts incluent des coopératives, des modèles de participation des employé-e-s, la primauté des missions, des entreprises à but lucratif, des entreprises sociales et des entreprises de commerce équitable.

Des études révèlent que les entreprises détenues par les employé-e-s génèrent une plus forte croissance de l'emploi et des salaires supérieurs⁸². Par exemple, Mondragon est une coopérative multinationale espagnole avec un chiffre d'affaires de 13 milliards de dollars qui emploie 74 000 personnes. Les décisions sont prises de manière démocratique, la sécurité de l'emploi est

encouragée et les personnes les mieux payées ne gagnent pas plus de neuf fois le salaire le plus bas.

Nos économies pourraient se construire selon ces structures progressives à condition que les responsables politiques privilégient les politiques visant à financer, soutenir et encourager de tels modèles.

À cette fin, ils doivent pourvoir à l'éducation, à la santé et à la protection sociale de toutes et tous et financer ces services en veillant à ce que les personnes et les entreprises les plus riches paient leur juste part d'impôts.

Les États ont un autre rôle clé à jouer pour réduire encore les inégalités en s'appuyant sur la fiscalité et les dépenses aux fins de *redistribution*.

Les observations réalisées entre 1970 et 2009 sur plus de 150 pays, qu'ils soient riches ou pauvres⁸³, révèlent que l'investissement dans la santé, l'éducation et la protection sociale réduit les inégalités.

Les services publics universels de qualité bénéficient en tout premier lieu aux femmes, car ils allègent le travail de soin non rémunéré et corrigent les inégalités d'accès à l'éducation et aux services de santé. Les avantages sont d'autant plus forts lorsqu'ils s'accompagnent de mesures spécifiques telles que la gratuité de la garde d'enfants.

On peut en faire bien plus en utilisant la fiscalité pour redistribuer les retombées disproportionnées dont profitent actuellement les plus riches. La fiscalité des personnes et des entreprises fortunées devrait être renforcée, et elles ne doivent plus avoir le loisir d'éviter de payer les impôts dont elles sont redevables. Nous devons mettre fin aux paradis fiscaux et au réseau mondial de l'opacité qui permettent aux personnes et aux entreprises riches de se défaire de leur juste contribution fiscale. Il faut inverser le nivellement par le bas de la fiscalité des entreprises et des personnes riches dans le monde. Les États doivent suivre l'exemple du Chili et de l'Afrique du Sud, deux pays qui ont augmenté la fiscalité sur les entreprises et les personnes riches⁸⁴.

Un monde plus équitable

Nous devons de toute urgence transformer nos économies pour qu'elles bénéficient à la main-d'œuvre ordinaire et aux petits producteurs et petites productrices au bas de l'échelle, et mettre un terme à l'exploitation. Il faut cesser de récompenser de manière excessive les plus riches. C'est ce que veulent les peuples. C'est ce que nos dirigeants ont promis. Ensemble, nous pouvons mettre fin à la crise des inégalités. Nous pouvons bâtir une économie davantage centrée sur l'humain et un monde plus égalitaire pour nos enfants.

RECOMMANDATIONS

Les États et les institutions internationales doivent reconnaître l'impact du modèle économique néolibéral ordinaire actuel sur les populations pauvres du monde. Ils doivent s'employer à bâtir des économies davantage centrées sur l'humain ayant pour principal objectif de promouvoir une plus grande égalité. Les recommandations suivantes s'adressent aux États, aux institutions internationales et aux entreprises.

POUR LES ÉTATS

Sur la question des inégalités :

- **Définir des objectifs et des plans d'action concrets et assortis de délais pour réduire les inégalités.** Les États doivent viser à ce que les revenus totaux des 10 % les plus riches ne dépassent pas les revenus des 40 % les plus pauvres. Les États doivent accepter d'utiliser cette mesure⁸⁵ comme indicateur révisé pour l'Objectif de développement durable (ODD) 10 sur les inégalités⁸⁶.
- **Mettre fin à l'extrême richesse.** Pour éradiquer la pauvreté extrême, nous devons également mettre fin à l'extrême richesse. L'âge d'or actuel compromet notre avenir. Les États doivent recourir à la régulation et à la fiscalité pour réduire drastiquement les niveaux d'extrême richesse et limiter l'influence des personnes et des groupes riches sur l'élaboration des politiques.
- **Collaborer pour révolutionner les données sur les inégalités.** Chaque pays doit chercher à produire chaque année des données sur la richesse et les revenus des différentes composantes de la société, notamment les 10 % et les 1 % les plus riches. Outre le financement d'un plus grand nombre d'études auprès des ménages, il convient de publier d'autres sources de données afin d'apporter un éclairage sur la concentration des revenus et des richesses en haut de l'échelle⁸⁷.
- **Mettre en œuvre des politiques** destinées à combattre toutes les formes de discriminations fondées sur le genre, à promouvoir des normes sociales et des attitudes positives vis-à-vis des femmes et de leur travail, et à rééquilibrer les rapports de force au niveau du ménage et à l'échelle locale, nationale et internationale.
- **Reconnaître et protéger la liberté d'expression et le droit d'association des citoyen-ne-s et de leurs organisations.** Revenir sur les lois et les actions qui ont amoindri l'espace citoyen. Apporter un soutien spécifique aux organisations de défense des droits des femmes et des autres groupes marginalisés.

Sur la conception d'une économie équitable dès le départ :

- **Encourager les modèles commerciaux qui privilégient des retombées plus équitables**, notamment les coopératives et la participation des employé-e-s dans la gouvernance des entreprises et les chaînes d'approvisionnement.
- **Exiger de toutes les entreprises multinationales qu'elles fassent preuve de la diligence raisonnable obligatoire** sur toutes leurs chaînes d'approvisionnement afin de garantir que l'ensemble de la main-d'œuvre

reçoit un salaire décent, conformément aux **Principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme**⁸⁸.

- **Limiter les rémunérations des actionnaires** et promouvoir un ratio salarial pour les hauts dirigeants des entreprises **ne dépassant pas 20 fois le salaire médian de leurs employé-e-s**⁸⁹, et de préférence inférieur.
- **Comblent le fossé salarial entre les femmes et les hommes** et garantir pleinement les droits des femmes dans l'ensemble de l'économie. Révoquer les lois qui nuisent à l'égalité économique des femmes et mettre en œuvre des lois et des cadres réglementaires qui soutiennent les droits des femmes.
- **Éliminer le travail forcé et les salaires de misère.** Assurer la transition de salaires minimums vers des salaires décents pour l'ensemble de la main-d'œuvre en fonction du coût de la vie avéré et avec l'implication pleine et entière des syndicats et des autres partenaires sociaux.
- **Promouvoir l'organisation de la main-d'œuvre.** Définir des normes juridiques qui protègent les droits de la main-d'œuvre à se syndiquer et à faire grève, et abroger toutes les lois qui vont à l'encontre de ces droits. Autoriser et soutenir les conventions collectives avec une couverture étendue.
- **Éliminer le travail précaire et garantir que toutes les nouvelles formes d'emploi respectent les droits de la main-d'œuvre. Protéger les droits des employé-e-s domestiques, des travailleuses et des travailleurs migrant-e-s et des personnes employées de manière informelle.** Formaliser progressivement l'économie informelle afin de garantir la protection de l'ensemble de la main-d'œuvre en impliquant les travailleuses et travailleurs informel-le-s dans le processus décisionnel.

Sur la redistribution pour une société plus équitable :

Dépenses publiques

- **S'engager publiquement à fournir des services publics universels gratuits et un socle de protection sociale universelle**⁹⁰. Déployer un financement public à plus grande échelle et prendre les dispositions à cette fin, et garantir que les employeurs contribuent à la sécurité sociale et à l'assurance sociale.
- **Éviter d'allouer des financements publics à des mesures incitatives et à des subventions destinées à des mesures de santé et d'éducation mises en place par des entreprises à but lucratif du secteur privé, et étendre la fourniture de services essentiels par le secteur public.** Réglementer strictement les dispositifs privés aux fins de sécurité et de qualité, et les empêcher d'exclure les personnes n'ayant pas les moyens de payer.

Sur la fiscalité

- **Recourir à la fiscalité pour réduire l'extrême richesse.** Privilégier les impôts dont sont surtout redevables les plus riches, tels que l'impôt sur la fortune, les taxes foncières, les droits de succession et l'impôt sur les plus-values. Augmenter les taux d'imposition et de recouvrement sur les hauts revenus. Introduire un impôt mondial sur la fortune des milliardaires pour contribuer au financement des ODD.

- **Appeler à une nouvelle série de réformes fiscales internationales** pour mettre un terme au nivellement par le bas de l'impôt. Les taux d'imposition doivent être fixés à un niveau équitable, progressif et contribuant à la réduction des inégalités⁹¹. Toute nouvelle négociation doit être menée sous l'égide d'une nouvelle autorité fiscale internationale garantissant que tous les pays participent sur un pied d'égalité.
- **Éradiquer le recours à des paradis fiscaux** et accroître la transparence en adoptant une liste noire objective des pires paradis fiscaux et des sanctions automatiques fortes à l'encontre des entreprises et des personnes fortunées qui en tirent parti.

Les entreprises doivent assumer leur rôle pour bâtir une économie davantage centrée sur l'humain.

- **Pas de dividendes en l'absence de salaires décents** : Les entreprises multinationales peuvent choisir de privilégier le bien-être des employé-e-s les moins bien payé-e-s en s'abstenant de rétribuer les actionnaires par le biais de dividendes ou de rachats, ou de verser des bonus aux dirigeants et aux personnes touchant déjà de hauts revenus jusqu'à ce que l'ensemble de leurs employé-e-s reçoivent un salaire décent (calculé d'après une norme indépendante) et jusqu'à ce que des mesures aient été prises pour garantir qu'elles paient des prix assurant un revenu décent à la main-d'œuvre ou aux productrices et producteurs de leurs principales chaînes d'approvisionnement.
- **Représentation au sein des conseils** : Les entreprises doivent assurer la représentation des employé-e-s au sein des conseils et des comités de rémunération, et trouver des moyens d'inclure à bon escient l'avis des autres parties prenantes (comme la main-d'œuvre des chaînes d'approvisionnement et les communautés locales) dans les processus décisionnels.
- **Soutenir le changement transformationnel des chaînes d'approvisionnement** : Les entreprises peuvent privilégier des fournisseurs ayant une structure plus équitable dans leurs chaînes d'approvisionnement. Elles peuvent collaborer par exemple avec les entreprises détenues totalement ou en partie par les employé-e-s ou les productrices/producteurs ; celles ayant un modèle de gouvernance privilégiant une mission sociale ; ou celles choisissant de partager tout ou partie de leurs bénéfices avec les employé-e-s. Des initiatives telles que le Fair Value Club d'Oxfam⁹² aident les entreprises en ce sens.
- **Partager les bénéfices avec les travailleuses et travailleurs les plus pauvres** : Les entreprises peuvent décider de partager un certain pourcentage de leurs bénéfices (par exemple 50 %) avec les personnes ayant les plus bas revenus dans leurs chaînes d'approvisionnement et leurs opérations. Par exemple, Café Direct⁹³ redistribue 50 % de ses bénéfices aux productrices et producteurs de café.
- **Soutenir l'égalité entre les femmes et les hommes sur le lieu de travail** : Les entreprises peuvent s'engager en faveur des principes d'autonomisation des femmes des Nations unies⁹⁴ et des conventions pertinentes de l'OIT (C100, C111, C156, C183)⁹⁵ pour prouver leur attachement à l'égalité entre les femmes et les hommes, mettre en œuvre une politique hommes/femmes couvrant le recrutement, la formation et la promotion, ainsi que le signalement des cas de harcèlement et les dépôts

de plaintes, et publier l'écart salarial entre hommes et femmes pour tous les niveaux de l'entreprise, tout en s'engageant à combler cet écart.

- **Réduire les ratios de rémunération** : Publier le ratio de rémunération de l'entreprise entre le PDG et le salaire médian et s'engager à réduire ce ratio à 20:1 maximum.
- **Soutenir la négociation collective** : S'engager publiquement pour dialoguer régulièrement de manière significative et constructive avec les syndicats indépendants et (en partenariat avec les syndicats eux-mêmes) œuvrer pour éliminer les obstacles à la participation des travailleuses dans les syndicats, en particulier à des postes de dirigeant-e-s, et promouvoir d'autres moyens pour permettre aux travailleuses de faire entendre leur voix de façon sûre et efficace.

NOTES

- 1 *Cinco Días* (2 novembre 2017). *Amancio Ortega ingresa 628 millones más por dividendo de Inditex*. Récupéré depuis le site https://cincodias.elpais.com/cincodias/2017/11/01/companias/1509550519_653608.html
- 2 Dans le secteur de l'habillement, H&M a toujours été l'une des entreprises les plus progressistes à l'heure de lutter contre les salaires de misère dans sa chaîne d'approvisionnement. En novembre 2013, l'entreprise a publié sa « feuille de route vers un salaire vital équitable », une politique novatrice dans son secteur. Elle est par ailleurs signataire de l'initiative ACT de 2015 avec la fédération mondiale des syndicats IndustriALL, dont l'objectif est de lutter contre la négociation collective du secteur dans les pays à bas salaires, à commencer par le Cambodge.
- 3 Calculé à partir de S&P Capital IQ et Financial Times Markets Data.
- 4 Rencontre par Oxfam Australie, Anju explique qu'elle gagne en moyenne 6 000 à 7 000 takas par mois et effectue en moyenne trois heures supplémentaires par jour. Son salaire mensuel moyen équivaut à 78 USD (1 BDT = 0,012 USD) pour 286,44 heures en moyenne (heures supplémentaires incluses). Son salaire annuel moyen est donc de 78 USD x 12 = 936 USD.
- 5 Forbes (2017), *The World's Billionaires. 2017 Ranking*. <https://www.forbes.com/billionaires/list/>. Dernière visite le 7 septembre 2017.
- 6 Pour plus de détails sur tous les faits marquants générés par Oxfam, reportez-vous à la note méthodologique : <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/reward-work-not-wealth-to-end-the-inequality-crisis-we-must-build-an-economy-fo-620396>
- 7 S. N. Emran et J. Kyriacou (2017), *What She Makes, power and Prosperity in the Fashion industry*. Récupéré le 1er novembre 2017 depuis le site http://whatshemakes.oxfam.org.au/wp-content/uploads/2017/10/Living-Wage-Media-Report_WEB.pdf
- 8 Oxfam Amérique (2015), *Lives on the line: The human cost of cheap chicken*. <https://www.oxfamamerica.org/livesontheline/#>
- 9 D. Sarosi (2017), *Tourism's Dirty Secret: The Exploitation of Hotel Housekeepers*. Oxfam Canada. Récupéré le 15 octobre 2017 depuis le site https://www.oxfam.ca/sites/default/files/file_attachments/tourisms_dirty_secret_-_oxfam_canada_report_-_oct_17_2017.pdf
- 10 N. Burleigh (4 mai 2017), *Meet the billionaires who run Trump's Government*. *Newsweek*. <http://www.newsweek.com/2017/04/14/donald-trump-cabinet-billionaires-washington-579084.html>
- 11 Déclaration de son Excellence Muhammadu Buhari, président de la République fédérale du Nigeria. Buhari, M. New York : Nations unies (2017), débat général de la 72e session de l'Assemblée générale des Nations unies.
- 12 E. Mayah, C. Mariotti, C. E. Mere et C. Okwudili Odo (2017), *Inequality in Nigeria: Exploring the drivers*. <https://www.oxfam.org/en/research/inequality-nigeria-exploring-drivers>
- 13 M. Lawson et M. Martin (2017), *Commitment to Reducing Inequality Index*. Development Finance International et Oxfam, 2017. <https://www.oxfam.org/fr/rapports/indice-de-lengagement-la-reduction-des-inegalites>
- 14 Pour plus de détails sur le sondage et la méthodologie, reportez-vous à la note méthodologique : <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/reward-work-not-wealth-to-end-the-inequality-crisis-we-must-build-an-economy-fo-620396>
- 15 Civicus (2017), *State of Civil Society Report*. <http://www.civicus.org/index.php/state-of-civil-society-report-2017>
- 16 Louis D. Brandeis Legacy Fund for Social Justice. <https://www.brandeis.edu/legacyfund/bio.html>
- 17 Pour plus de détails sur les calculs d'Oxfam, reportez-vous à la note méthodologique : <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/reward-work-not-wealth-to-end-the-inequality-crisis-we-must-build-an-economy-fo-620396>
- 18 Forbes (2017), *The World's Billionaires*. Pour plus de détails sur les calculs d'Oxfam, reportez-vous à la note méthodologique : <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/reward-work-not-wealth-to-end-the-inequality-crisis-we-must-build-an-economy-fo-620396>
- 19 Ibid.

- 20 Source : estimations de l'OIT d'après des sources nationales officielles telles qu'enregistrées dans la base de données de l'OIT sur les salaires dans le monde. OIT (2016) *Rapport mondial sur les salaires 2016/17 : les inégalités salariales au travail*. http://www.ilo.org/global/publications/books/WCMS_545416/lang--fr/index.htm
- 21 Forbes. (2017). The World's Billionaires. Pour plus de détails sur les calculs d'Oxfam, reportez-vous à la note méthodologique : <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/reward-work-not-wealth-to-end-the-inequality-crisis-we-must-build-an-economy-fo-620396>
- 22 Credit Suisse (2017), Global Wealth Databook 2017. Dernière visite en novembre 2017. <https://www.credit-suisse.com/corporate/en/research/research-institute/publications.html>. L'année couverte par le rapport du Credit Suisse s'étend de septembre 2016 à septembre 2017.
- 23 McKinsey Global Institute (2015), *The Power of Parity: How advancing women's equality can add \$12 trillion to global growth*. <https://www.mckinsey.com/global-themes/employment-and-growth/how-advancing-womens-equality-can-add-12-trillion-to-global-growth>
- 24 Credit Suisse (2017), Global Wealth Databook 2017.
- 25 Ibid.
- 26 E. Mayah, C. Mariotti, CE Mere et C. Okwudili Odo (2017), *Inequality in Nigeria: Exploring the drivers*.
- 27 L. Gibson et D. Widiastuti (2017), *Towards a more equal Indonesia*. <https://www.oxfam.org/en/research/towards-more-equal-indonesia>
- 28 R. Neate (8 novembre 2017), *Bill Gates, Jeff Bezos and Warren Buffett are wealthier than poorest half of US*. <https://www.theguardian.com/business/2017/nov/08/bill-gates-jeff-bezos-warren-buffett-wealthier-than-poorer-half-of-us>
- 29 Oxfam Brésil, *Brazil: extreme inequality in numbers*. Dernière visite le 10 novembre 2017. <https://www.oxfam.org/en/even-it-brazil/brazil-extreme-inequality-numbers>.
- 30 B. Southwood (17 janvier 2017), *Oxfam is wrong to imply free markets make the rich richer at the poor's expense*. *City A.M.* <http://www.cityam.com/257166/oxfam-wrong-imply-free-markets-make-rich-richer-poor>.
- 31 Voir par exemple l'indice de capitalisme de connivence dans le magazine *The Economist* : <https://www.economist.com/blogs/graphicdetail/2016/05/daily-chart-2>, et D. Jacobs (2017), *Extreme Wealth Is Not Merited*. Oxfam <https://www.oxfam.org/en/research/extreme-wealth-not-merited>
- 32 PWC (2017), *Billionaires Insights 2017: New value creators gain momentum* Récupéré le 23 octobre 2017 sur <https://www.pwc.com/gx/en/financial-services/Billionaires%20insights/billionaires-insights-2017.pdf>
- 33 OCDE (2012), *OECD Review of Telecommunication Policy and Regulation in Mexico*. Publication de l'OCDE. <http://www.oecd.org/sti/ieconomy/oecdreviewoftelecommunicationpolicyandregulationinmexico.htm>
- 34 D. Jacobs (2015), *Extreme Wealth Is Not Merited*.
- 35 OCDE (2012), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2017*. http://www.oecd-ilibrary.org/employment/perspectives-de-l-emploi-de-l-ocde_19991274.jsessionid=c120rdkmcme.h.x-oecd-live-02. https://doi.org/10.1787/empl_outlook-2012-en
- 36 OIT (2016), *Rapport mondial sur les salaires 2016/17*.
- 37 L. Mishel et J. Schieder (2017), *CEO Pay Remains High Relative to The Pay of Typical Workers and High-Wage Earners*. Economic Policy Institute. Récupéré le 12 septembre 2017 depuis le site <http://www.epi.org/files/pdf/130354.pdf>
- 38 OIT (2016), *Rapport mondial sur les salaires 2016/17*.
- 39 Pour ce calcul, reportez-vous à la note méthodologique : <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/reward-work-not-wealth-to-end-the-inequality-crisis-we-must-build-an-economy-fo-620396>.
- 40 La revalorisation du salaire moyen des 2,5 millions d'ouvrières et d'ouvriers de la confection vietnamien-ne-s à un niveau décent coûterait 2,2 milliards de dollars chaque année. Cela équivaut à un tiers des sommes versées aux actionnaires par les cinq plus grands acteurs de la mode en 2016 (6,9 milliards de dollars). Pour plus de détails, reportez-vous à la note méthodologique : <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/reward-work-not-wealth-to-end-the-inequality-crisis-we-must-build-an-economy-fo-620396>

- 41 G. Zucman (2015), *The Hidden Wealth of Nations*. Chicago University Press. <https://doi.org/10.7208/chicago/9780226245560.001.0001>
- 42 Reportez-vous à la note méthodologique pour obtenir une explication du mécanisme suivi ici : <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/reward-work-not-wealth-to-end-the-inequality-crisis-we-must-build-an-economy-fo-620396>. A. Alstadsaeter, J. Niels et G. Zucman (2017), *Tax Evasion and Inequality*. <http://gabriel-zucman.eu/files/AJZ2017.pdf>.
- 43 G. Zucman (2015), *The Hidden Wealth of Nations*. CNUCED. (2015). *Rapport sur l'investissement dans le monde*. http://unctad.org/fr/PublicationsLibrary/wir2015overview_fr.pdf
- 44 A. Krueger (2015), *The great utility of the Great Gatsby Curve*. Brookings Institute. <https://www.brookings.edu/blog/social-mobility-memos/2015/05/19/the-great-utility-of-the-great-gatsby-curve/>
- 45 D. Hardoon et J. Slater (2015), *Inequality and the end of extreme poverty*. Oxfam Grande-Bretagne. <https://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/inequality-and-the-end-of-extreme-poverty-577506>
- 46 Ibid.
- 47 Ibid.
- 48 M. Cruz, J. Foster, B. Quillan and P. Shellekens. (2015). *Ending Extreme Poverty and Sharing Prosperity: Progress and Policies*. Banque mondiale. <http://pubdocs.worldbank.org/en/109701443800596288/PRN03Oct2015TwinGoals.pdf>
- 49 R. Kochhar (2015), *A Global Middle Class Is More Promise than Reality*. Pew Research Center. <http://www.pewglobal.org/2015/07/08/a-global-middle-class-is-more-promise-than-reality/>.
- 50 F. Alvaredo, L. Chancel, T. Piketty, E. Saez et G. Zucman (2017), *The World Inequality Report 2018*. World Inequality Lab. <http://wir2018.wid.world/>
- 51 Ibid.
- 52 D. Woodward (2015), *Incrementum ad Absurdum: Global Growth, Inequality and Poverty Eradication in a Carbon-Constrained World*. *World Social and Economic Review*. N° 4, 2015.
- 53 C. Doss et al (2013), *Gender inequalities in ownership and control of land in Africa: Myths versus reality*. Institut international de recherche sur les politiques alimentaires. <http://ebrary.ifpri.org/cdm/ref/collection/p15738coll2/id/127957>
- 54 Nations unies (16 octobre 2009), *Rising inequality, precarious jobs threaten progress in Eastern Europe and Central Asia – UN*. Centre d'actualités de l'ONU. <http://www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=55274-.Wfnu-lvWzIU>. <https://doi.org/10.2139/ssrn.2373241>
- 55 National Institute for Statistics and Information (2016), *The Cost of Unpaid Care* (en espagnol) <http://www.unfpa.org.pe/publicaciones/publicacionesperu/CUENTA%20SATELITE%20DEL%20TRABAJO%20NO%20REMUNERADO.pdf>
- 56 R. Antonopoulos et R. Hirway (eds) (2009), *Unpaid work and the economy: gender, time use and poverty* Palgrave Macmillan.
- 57 OIT (2015), *Rapport mondial sur les salaires 2014/15 : Salaires et inégalités de revenus*. Figures 29 et 32. <http://www.ilo.org/global/research/global-reports/global-wage-report/2014/lang--fr/index.htm>
- 58 D. Gardener et J. Burnley (2015), *Made in Myanmar: Entrenched Poverty or Decent Jobs for Garment Workers?* Oxfam. <https://www.oxfam.org/en/research/made-myanmar>
- 59 OIT (2017), *Emploi et questions sociales dans le monde – Tendances 2017*. <http://www.ilo.org/global/research/global-reports/weso/2017/lang--fr/index.htm>
- 60 OIT (2017), *Global Estimates of Modern Slavery: Forced Labour and Forced Marriage*. http://www.ilo.org/global/publications/books/WCMS_575479/lang--en/index.htm
- 61 OIT (2015), *Tendances mondiales de l'emploi des jeunes 2015 : Accroître les investissements dans l'emploi décent pour les jeunes*. http://www.ilo.org/global/research/global-reports/youth/2015/WCMS_412019/lang--fr/index.htm
- 62 Ibid.
- 63 The Economist (27 avril 2013), *Generation Jobless*. <https://www.economist.com/news/international/21576657-around-world-almost-300m-15-24-year-olds-are-not-working-what-has-caused>

- 64 OIT (20 novembre 2017), *Weak Recovery in Youth Labour Markets Demands a Sweeping Response*. Tendances mondiales de l'emploi des jeunes 2017
http://www.ilo.org/global/about-the-ilo/newsroom/news/WCMS_597466/lang--fr/index.htm
- 65 OIT (2015), *Tendances mondiales de l'emploi des jeunes 2015*.
- 66 OIT (2017), *Global Estimates of Child Labour: Results and trends, 2012–2016*.
http://www.ilo.org/global/publications/books/WCMS_575499/lang--en/index.htm
- 67 OIT (2017), *Emploi et questions sociales dans le monde – Tendances 2017*.
- 68 Un salaire décent est une rémunération suffisante pour permettre aux travailleuses et aux travailleurs et à leurs familles de satisfaire à leurs besoins (denrées nutritives, eau potable, hébergement, vêtements, éducation, soin de santé, énergie, garde d'enfants et transport), tout en épargnant et en prévoyant des à-côtés. Il existe différentes méthodologies pour calculer le salaire décent, détaillées dans le document d'Oxfam Australie (2017), *A Sewing Kit for Living Wages*, téléchargeable depuis la page Resources, What She Makes :
<http://whatshemakes.oxfam.org.au/resources/>
- 69 R. Wilshaw, et al (2015), *In Work But Trapped in Poverty. A summary of five studies conducted by Oxfam, with updates on progress along the road to a living wage*. Oxfam.
<https://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/in-work-but-trapped-in-poverty-a-summary-of-five-studies-conducted-by-oxfam-wit-578815>.
- 70 OIT *Safety and health at work*. <http://www.ilo.org/global/topics/safety-and-health-at-work/lang--fr/index.htm>
- 71 D. Sarosi (2017), *Tourism's Dirty Secret: The exploitation of hotel housekeepers*.
- 72 Ibid.
- 73 Oxfam Amérique (2015), *Lives on the line*.
- 74 Ibid.
- 75 L. Mishel et M. Walters (2003), *How Unions help all Workers*. Economic Policy Institute.
http://www.epi.org/publication/briefingpapers_bp143/
- 76 FMI (2017), *Perspectives de l'économie mondiale, octobre 2017*.
<https://www.imf.org/fr/Publications/WEO/Issues/2017/09/19/world-economic-outlook-october-2017>
- 77 Ibid.
- 78 CSI (2017), *Indice CSI 2017 des droits dans le monde : Montée de la violence et de la répression à l'encontre des travailleurs* Récupéré depuis le site <https://www.ituc-csi.org/indice-csi-2017-des-droits-dans-le>
- 79 Ibid.
- 80 D. Sarosi (2017), *Tourism's Dirty Secret: The exploitation of hotel housekeepers*. Oxfam Canada.
- 81 Pour plus d'informations sur le concept d'économie centrée sur l'humain, reportez-vous à D. Hardoon (2017), *Une économie au service des 99% : Il est temps de construire une économie centrée sur l'humain qui profite à tous, et non à quelques privilégiés*,
<https://www.oxfam.org/fr/rapports/une-economie-au-service-des-99>
- 82 C. Rosen et M. Quarrey (1987), *How Well is Employee Ownership Working?* *Harvard Business Review*. <https://hbr.org/1987/09/how-well-is-employee-ownership-working>
- 83 J. Martinez-Vazquez, B. Moreno-Dodson et V. Vulovic (2012), *The Impact of Tax and Expenditure Policies on Income Distribution: Evidence from a large panel of countries*. International Center for Public Policy, document de travail 12/25.
<https://scholarworks.gsu.edu/icepp/77/>, <https://doi.org/10.2139/ssrn.2188608>
- 84 M. Lawson et M. Martin (2017), *Commitment to Reducing Inequality Index*. Development Finance International et Oxfam.
- 85 L'indice de Palma divise le revenu des 10 % les plus riches de la population par le revenu des 40 % les plus pauvres. Oxfam recommande que les États visent un indice de Palma ne dépassant pas 1.
- 86 L'objectif numéro dix des Objectifs de développement durable est de réduire les inégalités entre les pays et au sein des pays. <http://www.undp.org/content/undp/fr/home/sustainable-development-goals.html>
- 87 Cela doit inclure des données sur l'impôt sur les revenus, et la taxe foncière ; des données sur les marchés des biens immobiliers et de luxe ; des données sur les sociétés de gestion de fortune ; et des enquêtes salariales menées auprès des entreprises. Ces données doivent

- être ventilées en fonction du sexe, de l'âge, de la profession, de la région et, le cas échéant, de l'origine ethnique.
- 88 Nations unies (2011), *Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme*. Bureau du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme. http://www.ohchr.org/Documents/Publications/GuidingPrinciplesBusinessHR_FR.pdf
- 89 Cela doit inclure tous les éléments de rémunération, y compris les avantages, les stock options, etc.
- 90 Conformément aux conventions de l'OIT 102 (http://www.ilo.org/dyn/normlex/fr/f?p=NORMLEXPUB:12100:0::NO::P12100_ILO_CODE:C102) et 202 (http://www.ilo.org/secsoc/areas-of-work/legal-advice/WCMS_206135/lang--fr/index.htm)
- 91 Il conviendra alors d'envisager comment garantir que tous les pays puissent tenir leurs engagements pour atteindre les Objectifs de développement durable (ODD), réduire leur dépendance vis-à-vis de la fiscalité régressive et renforcer efficacement leurs dépenses publiques, contribuant ainsi à combler le fossé des inégalités.
- 92 E. Sahan (2017), *Oxfam's Future of Business Initiative: Promoting equitable businesses and fourth sector development*. Oxfam. <https://www.oxfam.org/en/research/oxfams-future-business-initiative>
- 93 Café Direct. <https://www.cafedirect.co.uk/about/>
- 94 Principes d'autonomisation des femmes <http://www.weprinciples.org/>
- 95 OIT *Conventions et recommandations*. <http://www.ilo.org/global/standards/introduction-to-international-labour-standards/conventions-and-recommendations/lang--fr/index.htm>

